



Séance ordinaire du mardi 3 octobre 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le trois octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Stéphane CHAMPAY, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Florence AUBY, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Cyril MEUNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Catherine RIBOT, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Michel CALVO.

Aménagement durable - Projet de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Castelnau-le-Lez - Bilan de la concertation - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Castelnau-le-Lez a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 29 juin 2007. Ce document a depuis fait l'objet de plusieurs procédures de modification, d'une révision simplifiée et d'une mise en compatibilité. Il fait aujourd'hui l'objet d'une quatrième procédure de modification soumise à concertation du public au titre de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme.

Le projet de modification n°4 du PLU de Castelnau-le-Lez vise à :

- Accompagner le renouvellement urbain de l'Avenue de l'Europe ;
- Créer un périmètre d'attente d'un projet d'aménagement global (PAPAG) au cœur de ville ;
- Permettre la réalisation d'une opération résidentielle sur la parcelle CW649 ;
- Adapter la servitude de mixité sociale (SMS) ;
- Adapter l'emplacement réservé C10.

Par délibération n°2022/09-14 en date du 26 septembre 2022 et conformément à la charte de gouvernance du PLU, le Conseil municipal Castelnau-le-Lez a émis un avis favorable sur le projet de modification n°4.

Le projet de modification n°4 du PLU a été notifié, avant la phase de concertation, aux personnes publiques associées (Etat, Région, Département, Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier, Chambre de métiers et de l'Artisanat de l'Hérault, Chambre d'agriculture de l'Hérault et SNCF réseau) ainsi qu'au Maire de Castelnau-le-Lez.

Conformément aux dispositions des articles R.104-33 et suivants du Code de l'urbanisme, la personne responsable, Montpellier Méditerranée Métropole, a transmis à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe), un dossier dit de « *cas par cas* ». Par décision n°2022ACO22 en date du 16 décembre 2022, l'autorité environnementale a rendu un avis quant à la nécessité de réaliser une évaluation environnementale auquel Montpellier Méditerranée Métropole s'est conformée.

Dans ce cadre et conformément à l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme, une phase de concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées a donc été organisée.

Modalités de concertation mises en œuvre

Cette concertation a été organisée du 28 avril 2023 au 9 juin 2023 inclus selon les modalités définies par délibération du Conseil du Métropole du 30 mars 2023 :

- Insertion d'un avis précisant la date d'ouverture de la concertation, rappelant son objet ainsi que les modalités de participation du public, dans un journal local et sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole (<https://participer.montpellier.fr/>) et de la Ville de Castelnau-le-Lez (www.castelnau-le-lez.fr) ;
- Mise à disposition d'un dossier de concertation comprenant le projet de modification n°4 du PLU de Castelnau-le-Lez, projet appelé à être complété au fur et à mesure de sa consolidation et de la réalisation de l'évaluation environnementale ;
- Mise à disposition du projet de modification n°4 du PLU de Castelnau-le-Lez sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (<https://participer.montpellier.fr/>) et sur celui de la Ville de Castelnau-le-Lez (www.castelnau-le-lez.fr). Le dossier a été complété au fur et à mesure de la réalisation de l'évaluation environnementale et de la consolidation du projet de modification n°4.

Dans ce cadre, chacun a pu adresser ses observations :

- Au sein des registres mis à disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture du siège de Montpellier Méditerranée Métropole et en Mairie de Castelnau-le-Lez ;
- Par voie postale à l'adresse suivante : Montpellier Méditerranée Métropole - 50, place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier Cedex 2 ;
- Par voie électronique à l'adresse suivante : participer.montpellier.fr

Conformément aux modalités définies par le Conseil de Métropole, le dossier de concertation a effectivement été complété au fur et à mesure de la réalisation de l'évaluation environnementale et de la consolidation du projet de modification n°4. Du 28 avril au 24 mai 2023, le dossier de concertation comportait :

- La délibération n°M2023-39 du 30 mars 2023 par laquelle le Conseil de Métropole a approuvé les objectifs et les modalités de cette concertation ;
- La décision de la MRAe n° 2022ACO22 du 16 décembre 2022, soumettant à évaluation environnementale le projet de modification n°4 ;
- L'ensemble des avis émis par les personnes publiques associées ainsi que l'avis simple du Conseil municipal de Castelnau-le-Lez au titre de la charte de gouvernance métropolitaine ;
- L'additif au rapport de présentation du PLU de Castelnau-le-lez ;
- Les pièces du PLU modifiées : le règlement, le zonage, l'orientation d'aménagement de l'avenue de l'Europe et la liste des emplacements réservés et des servitudes de localisation ;
- Le schéma directeur de l'Avenue de L'Europe ;
- L'Etat Initial de l'Environnement (EIE).

A compter du 24 mai 2023, le dossier de concertation a été complété pour tenir compte des observations formulées par les personnes publiques associées. Dans ce cadre, ont été mis à disposition du public :

- L'additif au rapport de présentation modifié ;
- L'orientation d'aménagement et de programmation de l'avenue de l'Europe modifiée ;
- La liste des emplacements réservés et des servitudes de localisation actualisée ;
- L'évaluation environnementale complète du projet de modification.

Un avis informant le public des compléments apportés au dossier a été publié par voie de presse et par voie dématérialisée, sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole (participer.montpellier.fr) et de la Ville de Castelnau-le-Lez (www.castelnau-le-lez.fr). Cet avis a, par ailleurs, annoncé la date de clôture des dossiers de concertation.

Bilan quantitatif de la concertation

A l'issue de la concertation, ce sont près de 500 contributions qui ont été enregistrées :

- Deux courriers ont été reçus par voie postale ;
- Trois observations ont été inscrites sur le registre mis à disposition à la Mairie de Castelnau-le-Lez ;
- Aucune observation n'a été inscrite sur le registre mis à disposition au siège de la Métropole ;
- Près de 470 courriers électroniques ont été reçus sur l'adresse électronique participer.montpellier.fr, dont une pétition de 1036 signatures. Il est à noter que certains courriers électroniques ont été déposés plusieurs fois (même auteur, même contenu) ou que plusieurs observations ont été formulées par le même auteur.

Ces contributions s'inscrivent en opposition au projet de modification, seules deux observations allant dans le sens du projet soumis à concertation. Les interventions des participants rejoignent les thématiques détaillées ci-dessous.

Bilan thématique des observations reçues

▪ En préambule, il convient de constater que de nombreuses observations émises par le public ont porté sur des sujets sans lien avec les différents objets de la modification n°4 du PLU de Castelnau-le-Lez. Il s'agit en particulier des observations ayant notamment porté sur :

- La contestation de l'aménagement du secteur de Sablassou ;
- La question de la relocalisation de la Clinique du Parc ;
- La protection du chêne vert dit remarquable du chemin du Salaison et la demande d'inscription d'un emplacement réservé permettant l'accès à la résidence du Clos des Oliviers ;
- La maison du numérique et du parc connecté ;
- La mise à sens unique de l'avenue Jean-Jaurès ;
- La préservation des norias ;
- L'instauration d'un emplacement réservé supplémentaire pour la réalisation d'un groupe scolaire dans le quartier « *Euréka* ».

▪ Des remarques d'ordre général ont été émises, elles ont porté :

- Sur la nécessité et le bien-fondé du projet de modification du PLU alors que l'élaboration du PLUi est en cours. Plusieurs observations demandent notamment à ce que les coefficients de perméabilité correspondent à ceux envisagés aux documents de travail du PLUi, qui ne seraient pas ceux présentés dans le cadre du projet de modification :

Sur ce point, Montpellier Méditerranée Métropole confirme que la procédure de modification a été engagée à la demande de la Ville de Castelnau-le-Lez et ce en anticipation du PLUi dont la date d'approbation dépend de multiples facteurs. Il est à noter que le projet de PLUi mis à disposition du public précise que les dispositions relatives à l'avenue de l'Europe sont « en cours d'analyse ». Il n'y a donc pas de divergence possible entre le projet de PLUi et le projet de modification du PLU. A terme, les évolutions qui pourraient être apportées dans le cadre de la modification du PLU ont vocation à alimenter directement l'élaboration du PLUi.

- Sur la nécessité de concerter davantage avec la population en organisant, notamment, une réunion publique spécifique sur le projet de modification n°4 du PLU :

Conformément à la charte de gouvernance du PLU, le projet de modification a été établi en collaboration avec la Ville de Castelnau-le-Lez. Si Montpellier Méditerranée Métropole est compétente en termes de PLU, il appartient à la Ville de Castelnau-le-Lez de définir son projet urbain communal et de définir les modalités d'association de la population qu'elle souhaite mettre en œuvre à cette fin. Le commissaire enquêteur qui sera désigné pourra organiser, le cas échéant et sous sa présidence, toute réunion d'information et d'échange avec le public en présence du maître d'ouvrage.

▪ Enfin des observations ont été formulées spécifiquement sur les points d'évolution envisagés :

Il est à noter que l'essentiel des observations a porté sur l'objet n°1 concernant les dispositions relatives à l'Avenue de l'Europe et, dans une moindre mesure, sur les objets n°2 (création d'un périmètre d'attente au cœur de ville) et n°3 (réalisation d'une opération résidentielle quartier du Devois).

Objet 1 : accompagner le renouvellement urbain de l'Avenue de l'Europe.

L'essentiel des observations fait état d'un mécontentement général concernant l'aménagement actuel de l'Avenue de l'Europe. La politique d'aménagement poursuivie par la Ville de Castelnau-le-Lez en général, et en particulier à l'échelle de l'Avenue de l'Europe, participerait d'une dynamique du « *tout béton* » au détriment de la qualité de vie. En l'état actuel, le constat suivant est régulièrement mis en avant par les divers contributeurs :

- L'aménagement de l'Avenue de l'Europe relèverait d'un aménagement à la parcelle, sans réflexion globale sur la production de logements, les activités commerciales, les modalités de déplacement et le niveau d'équipements ;
- Les cheminements piétons et cycles seraient inexistantes, mal conçus, discontinus et dangereux, donc source d'insécurité ;
- Les constructions existantes seraient mal conçues, de mauvaise qualité architecturale et constructive ;

- Les voies de circulation automobile seraient congestionnées aux heures de pointe et le manque de places de stationnement serait avéré. Les services de secours ou assimilés (aide à domicile, infirmier, etc...) ne pourraient notamment pas assurer leur mission dans ces conditions ;
- Les espaces de respiration, les espaces verts, les parcs publics seraient largement insuffisants pour assurer l'urbanité du secteur ;
- L'artificialisation des sols serait considérable et aucun îlot de fraîcheur n'aurait été créé ;
- L'Avenue de l'Europe serait à ce jour soumise à de multiples nuisances et risques de tout type (nuisances sonores dû à la congestion automobile ou à la voie ferrée, pollution de l'air aux particules fines liée au trafic automobile en constante augmentation de l'ordre de 30 000 véhicules/jour, insécurité et incivilité, risque d'inondation récurrent lié au ruissellement urbain des eaux pluviales...).

Plus précisément, les observations formulées sur le projet de modification peuvent être synthétisées comme suit :

- Les évolutions envisagées auraient pour effet de permettre la construction de 1500 logements supplémentaires et autoriseraient un rythme de production de logements trop important, dépassant déjà largement les objectifs fixés par le Programme Local de l'Habitat et portant à terme la population castelnauvienne à 35 000 habitants ;
- Les évolutions envisagées seraient insoutenables socialement considérant qu'aucun équipement public nouveau n'est anticipé dans le PLU de manière à accompagner cette croissance démographique ;
- Les évolutions envisagées aggraveraient les risques liés notamment au ruissellement pluvial voire au transport de marchandises via la voie ferrée ;
- Les évolutions envisagées seraient insoutenables d'un point de vue environnemental compte tenu de leur impact quant à la ressource en eau (nappe phréatique affleurante) ;
- Les évolutions envisagées augmenteraient la pollution atmosphérique et sonore, source de danger pour les piétons et cyclistes ;
- En fixant les hauteurs maximales autorisées à R+9 dans trois secteurs spécifiques, le projet de modification du PLU aurait un impact dommageable sur le paysage ;
- Les évolutions envisagées menaceraient un patrimoine bâti et naturel remarquable (en l'espèce, il s'agit de l'ancien chai et son jardin sis au 278 avenue de l'Europe, lieu de création artistique et culturel), l'existence de plusieurs commerces et une salle de sport appartenant à la MJC de Castelnau (1 500 adhérents), créatrice de lien social ;
- Les évolutions envisagées aggraveraient la congestion automobile et ne trouveraient pas de réponses adaptées en termes de mobilités actives.

Les différents contributeurs opposés à l'objet n°1 de la modification n°4 considèrent que les évolutions envisagées viendront aggraver les dysfonctionnements existants au lieu de proposer des pistes d'amélioration. Ils convergent sur le fait de stopper cette urbanisation considérant que la Ville de Castelnau-le-Lez a déjà largement participé à l'effort de production de logements à l'échelle de la Métropole.

Dans cette perspective, il est proposé par plusieurs contributeurs :

- D'instaurer, dans le cadre de la modification du PLU et de l'élaboration du PLUi, un périmètre d'attente de projet d'aménagement global (PAPAG) et ce, notamment, dans l'attente d'études approfondies (mise à jour du schéma directeur des eaux pluviales, révision du plan de prévention des risques d'inondation, réalisation d'une étude urbaine faisant un état des lieux des dysfonctionnements et proposant en conséquence des solutions adaptées en concertation avec la population) ;
- De créer davantage de parcs urbains ou de composer davantage d'îlots de fraîcheur urbaine en augmentant de manière conséquente la part d'espaces perméables ;
- D'abaisser les hauteurs envisagées en secteur 1UB3 en les portant à 17,00 m avec au plus 5 niveaux (R+4), un niveau supplémentaire d'attique en R+5 (hauteur maxi à 20m) pouvant être autorisé à condition de ne pas développer une surface supérieure à 30% de la surface de plancher (SDP) développée au niveau inférieur (en R+4) ;
- D'identifier des emplacements réservés pour équipements publics ;
- De réaliser une étude d'impact du projet en termes de mobilités.

La Ville de Castelnau-le-Lez et Montpellier Méditerranée Métropole partagent en partie le diagnostic établi par les différents contributeurs.

Face à ce constat, il est à noter que la Commune a élaboré, préalablement au projet de modification n°4 du PLU, un schéma directeur spécifique à l'Avenue de l'Europe, mis à disposition du public pendant la phase de concertation, qui a justement pour objectif d'infléchir certaines tendances afin d'adapter le profil urbain de cet axe structurant et d'y intégrer des ambitions environnementales et paysagères. A ce titre, il convient de rappeler que la modification du PLU vise à :

- *Tendre vers le maintien d'espaces perméables en portant leur part à hauteur de 45% sur la majorité des îlots résiduels mutables ;*
- *Retravailler les alignements pour « casser » la linéarité de l'Avenue de l'Europe en imposant des reculs à certaines constructions afin d'élargir les espaces libres en front d'avenue, en permettant le développement d'espaces verts et la résidentialisation des pieds d'immeubles ;*
- *Définir des périmètres dévolus à l'implantation d'espaces publics en délimitant à cet effet des emplacements réservés et en identifiant des servitudes de localisation ;*
- *Identifier des espaces non construits qui serviront d'espaces de respiration dans le tissu constitué ;*
- *Imposer la création d'accès dédiés aux modes actifs, désenclaver certains sites par des bouclages viaires complémentaires et créer des espaces publics qualitatifs (parvis et accès à la plaine des sports, création du parc Pujol...) ;*
- *Apaiser les hauteurs maximales autorisées sur le Chemin des Perrières et l'Avenue de la Galine en les abaissant à R+1+attique.*

Il convient, par ailleurs, de souligner que ces évolutions réglementaires ont pour effet de diminuer les capacités constructives telles qu'admises aujourd'hui par le PLU de Castelnau-le-Lez. La modification du PLU de Castelnau-le-Lez n'a pas pour objectif de permettre la construction de 1 500 logements supplémentaires mais bien de diviser par deux le nombre de logements potentiellement autorisés par le PLU (capacité résiduelle estimée à ce jour à près de 3 000 logements).

Objet 2 créer un périmètre d'attente d'un projet d'aménagement global (PAPAG) au cœur de ville.

Les différentes observations remettent en question le périmètre fixé au dossier de modification du PLU considérant qu'il devrait être élargi autour de l'église, pour tenir compte des mutations prévisibles dans le secteur de la clinique du parc, au nord de l'Avenue Jean-Jaurès et pour intégrer les deux côtés de l'Avenue Aristide-Briand et l'Avenue Jean-Jaurès.

L'instauration d'un PAPAG devant permettre à terme de stabiliser un projet de renouvellement urbain au cœur de ville, les Castelnaudviens souhaitent y être associés spécifiquement.

Conformément à la charte de gouvernance du PLU, le projet de modification a été établi en collaboration avec la Ville de Castelnau-le-Lez. Si Montpellier Méditerranée Métropole est compétente en termes de PLU, il appartient à la Ville de Castelnau-le-Lez de définir son projet urbain communal et de définir les modalités d'association de la population qu'elle souhaite mettre en œuvre à cette fin.

Objet 3 permettre la réalisation d'une opération résidentielle sur la parcelle CW649.

S'agissant de l'objet n°3 identifié dans les contributions comme le secteur du Devois, de nombreuses observations critiquent le choix de changer la destination du secteur au profit d'un habitat dense groupé avec du bâti continu.

Certains souhaitent que soit maintenue la destination initialement prévue au PLU, à savoir un secteur destiné à recevoir des équipements publics, dont éventuellement un groupe scolaire, une halte-garderie, une maison de quartier ou des équipements sportifs. Cette destination est d'autant plus souhaitée que le secteur est bien desservi en termes de mobilité (tram, bus et RD65). D'autres contributeurs souhaitent que soit conservé l'usage actuel de « friche de verdure » présentant un intérêt écologique certain, et de rétention pluviale. Enfin, une contribution propose en particulier de classer le secteur en zone inconstructible et d'étudier la création d'un espace boisé classé ouvert au public.

Les critiques portent également sur les principes d'aménagement retenus. A ce titre, il est regretté que soit désormais autorisée une imperméabilisation à hauteur de 95% (uniquement 10% d'espaces libres dont 50% en pleine terre avec des possibilités de dérogation), d'autant plus que le dossier de concertation ne présente aucune étude sur le ruissellement des eaux pluviales du secteur. Il est, par ailleurs, regretté que ne soit plus contraint, du fait de la modification n° 4, les possibilités maximales de construction de ce secteur.

L'objet n°3 consiste à rattacher le secteur au zonage limitrophe. Le règlement applicable devient alors celui existant du sous-secteur de zone UCII.1.II afin de permettre une opération résidentielle à caractère social. La future opération sobre et vertueuse en R+1 aura pour vocation d'accueillir des logements PMR en lien avec le GIHP pour les personnes handicapées cognitifs et moteurs. L'accès de cette future opération se fera principalement par l'Avenue de Vénus.

S'agissant des possibilités maximales d'occupation des sols exprimées en m² de surface de plancher, la modification n° 4 n'opère qu'une suppression formelle. En effet, ces possibilités maximales d'occupation des sols ne sont plus applicables depuis la clôture de la ZAC « les allées de César ».

Objet 4 adapter la servitude de mixité sociale (SMS).

Cet objet a généré très peu de remarques. Il est cependant souligné que la production de logements sociaux et en accession abordable ne devrait pas être traitée au stade du PLU de Castelnau-le-Lez, mais à l'échelle du PLUi. Cet objet devrait être fondé sur une analyse chiffrée et factuelle de la situation actuelle, ce qui manque comme information au dossier soumis à concertation.

L'objet n°4 de la modification du PLU de Castelnau-le-Lez constitue une anticipation de la SMS envisagée dans le cadre du projet de PLUi, fondée sur une analyse précise et sur des données chiffrées, en particulier issues du bilan relatif au Programme Local de l'Habitat (PLH) couvrant la période 2019-2024.

Objet 5 adapter l'emplacement réservé C10.

Une contribution remet en cause la nécessité d'aménager le chemin du Pech Saint-Peyre tel qu'envisagé considérant qu'il est indispensable de préserver les espaces naturels et agricoles. Le contributeur considère que le maintien d'une double voie de circulation pour les véhicules motorisés n'est pas justifié et que le tracé de 1^{ère} ligne de bustram pourrait éviter toute artificialisation des terres agricoles en supprimant une des voies de circulation.

Montpellier Méditerranée Métropole a délibéré en faveur d'une stratégie des mobilités qui permet de « décarboner » la mobilité et réduire la place de la voiture. La mise en œuvre de la ligne de bustram 1 est un des leviers majeurs de cette stratégie car elle va permettre d'offrir une alternative à l'auto-solisme dans les déplacements pendulaires en proposant à la fois un transport en commun 100% électrique régulier et rapide et des pistes cyclables sécurisées pour le quartier du Millénaire et la ZAC Euréka.

Concernant le chemin du Puech Saint-Peyre, le bustram va être livré dans un premier temps sans site dédié, ni piste cyclable. L'emplacement C10 est prévu dans le cas où la congestion apparaît sur le chemin du Puech Saint-Peyre. Alors un site dédié dans un seul sens sera créé pour permettre de conserver les performances du bustram et garder ainsi son attractivité.

Il n'est pas possible pour cette voirie de supprimer un sens de circulation sans mettre à mal le plan de circulation de la commune de Castelneau-le-Lez ; d'autant plus avec la suppression prochaine du Passage à Niveau 39 sur Marcel-Dassault. L'élargissement de la voie est donc nécessaire pour la mise en œuvre d'une piste cyclable aux standards métropolitains. Celle-ci sera élaborée avec des matériaux drainants afin de lutter contre l'imperméabilisation des sols.

Bilan de la concertation

La concertation au titre des dispositions de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme a été particulièrement nourrie. Montpellier Méditerranée Métropole en prend acte et en tire le présent bilan qui sera joint au dossier de l'enquête publique à venir.

A l'issue de l'enquête, il appartiendra au commissaire enquêteur désigné de tirer les conclusions qui s'imposeront.

A ce titre, il disposera de l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale qui se sera exprimée sur la qualité de l'évaluation environnementale produite, ce qui pourra apporter des éléments de réponse aux observations formulées par les différents contributeurs pour lesquels le projet impacte l'environnement de manière significative.

Il est à noter qu'à l'issue de cette période de concertation, et conformément à la Charte de gouvernance du PLU, le Conseil municipal de la Ville de Castelnau-le-Lez a été sollicité pour émettre un avis quant au projet de modification complété et amendé, tel que soumis à concertation.

Dans ce cadre, la Ville de Castelnau-le-Lez a, par délibération en date du 12 juin 2023, émis un avis favorable, et n'a pas souhaité y apporter d'évolutions en réponse aux observations formulées par le public.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le bilan de la concertation concernant le projet de modification n°4 du PLU de Castelnau-le-Lez ;
- De soumettre pour avis le dossier de modification n°4 du PLU de Castelnau-le-Lez, tel qu'il a été soumis à concertation dans sa version définitive, aux différentes personnes publiques associées (PPA) et à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 12 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 17/10/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 octobre 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Notice_OK_24052023.pdf
- OAP_OK_24052023.pdf
- Règlement_OK_28042023.pdf
- Castelnau-zonage-nord_OK_28042023.pdf
- Castelnau-zonage-sud_OK_28042023.pdf
- LISTE_ER_Annexe 1_OK_24052023.pdf
- LISTE_SL Annexe 2_OK_24052023.pdf
- EEcomplet_OK_24052023.pdf
- SD_OK_28042023.pdf
- MD2023-391 - PLU Castelnau-le-Lez - retour pref.pdf
- LISTE_ER_Annexe 1_PREF.pdf
- Règlement_PREF.pdf
- Notice_PREF.pdf
- Plan de zonage nord_PREF.pdf
- Plan de zonage sud_PREF.pdf
- EEcomplet_PREF.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.